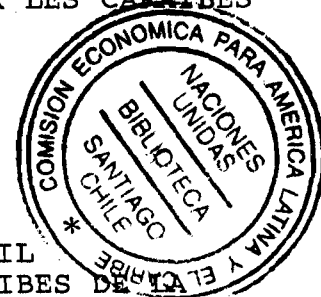


GENERAL  
 LC/CAR/G.284  
 le 16 octobre 1989  
 FRANCAIS  
 ORIGINAL: ANGLAIS

COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AMERIQUE LATINE ET LES CARAIRES  
 Siège sous-régional pour les Caraïbes

COMITE DE DEVELOPPEMENT ET DE COOPERATION POUR LES CARAIRES

Douzième session  
 Curaçao, Antilles néerlandaises  
 4-8 décembre 1989



PROJET DE PROGRAMME DE TRAVAIL  
 DU SIEGE SOUS-REGIONAL POUR LES CARAIRES DE LA CARIBE  
 COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AMERIQUE LATINE ET LES CARAIRES  
 EXERCICE BIENNAL 1992-1993



**NATIONS UNIES**

COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AMERIQUE LATINE ET LES CARAIRES  
 Siège sous-régional pour les Caraïbes



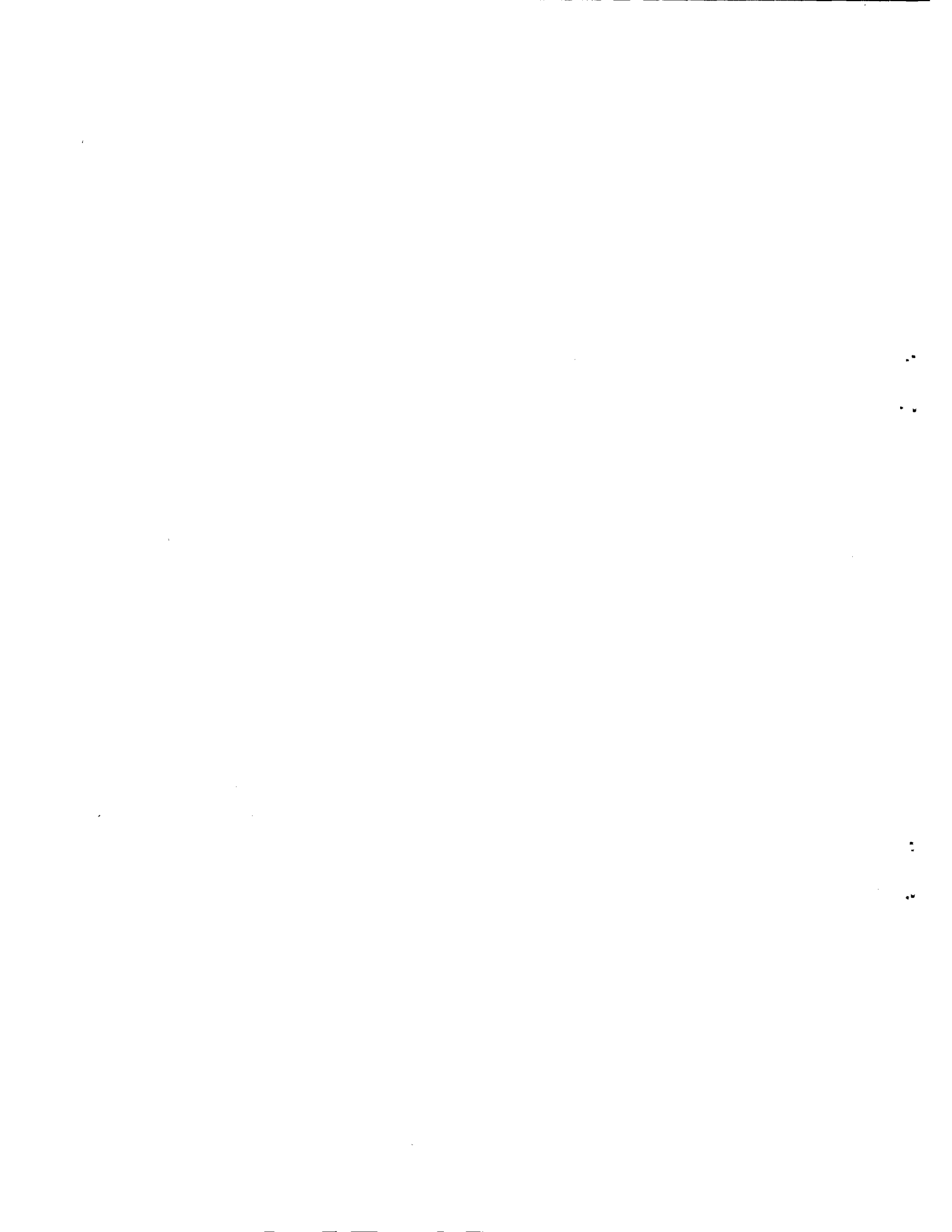
11

11

## INTRODUCTION

Le Comité est prié de prendre note du projet de programme de travail pour l'exercice biennal 1992-1993 (LC/CAR/G.284). Ce document reprend le programme de travail soumis à l'organe approprié du Secrétariat des Nations Unies pour l'approbation de l'Assemblée générale. Y sont indiqués les domaines principaux du travail et des activités qui seront entrepris par le Secrétariat pendant l'exercice biennal. Le Secrétariat a envoyé copie du projet de programme de travail à tous les gouvernements membres du CDCC, pour commentaires.

Ce document sera incorporé dans le programme de travail de la Commission, pour soumission au Siège, afin que le processus budgétaire puisse être entamé en vue de l'approbation du programme. Les contributions des pays membres sont donc essentielles pour assurer une complémentarité des efforts sur les plans national et régional.



PROJET DE PROGRAMME DE TRAVAIL  
DU SIEGE SOUS-REGIONAL POUR LES CARAIBES DE LA  
COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AMERIQUE LATINE ET LES CARAIBES  
EXERCICE BIENNAL 1992-1993

SOUS-PROGRAMME 16.5: Intégration économique et coopération entre  
pays des Caraïbes

Elément de programme 16.5.1: **Etude sur l'économie des pays des  
Caraïbes**

1. Résultats escomptés

Publications techniques

a) Compte-rendu des conséquences des Conventions de Lomé pour les pays des Caraïbes et prévisions en ce qui concerne les exportations traditionnelles, suite à la création du marché consolidé de la Communauté européenne (quatrième trimestre, 1992);

b) Evaluation de la performance dans les domaines de l'épargne et de l'investissement pendant la décennie et propositions de politique y afférente (troisième trimestre, 1993);

c) Résumés annuels et semestriels de la performance économique des pays du CDCC et comptes-rendus tous les dix ans sur leur performance dans des secteurs ou concernant des questions spécifiques (1992-1993).

2. Rapports avec d'autres programmes et organismes du système des Nations Unies ainsi qu'avec d'autres organismes internationaux et régionaux

Consultations régulières et formelles avec des spécialistes du programme de la CEPALC, notamment de son Bureau sous-régional au Mexique en ce qui concerne des activités relatives à Cuba, Haïti et la République dominicaine.

3. Utilisation et moyens de diffusion

Les utilisateurs seront les gouvernements membres du CDCC (notamment les Ministères du Plan, des Finances et du Commerce); le personnel universitaire, enseignants et étudiants; des organismes internationaux et inter-régionaux dans les pays du CDCC; des professionnels caraïbéens (notamment des économistes); et les média.

La diffusion aux utilisateurs sera effectuée à travers une exploitation de listes de correspondants, le Centre de Documentation des Caraïbes, des présentations lors des réunions annuelles d'économistes caraïbéens, la presse, la radio et la télévision.

Elément de programme 16.5.2: Planification économique et sociale dans les Caraïbes

1. Résultats escomptés

a) Publications techniques

i) Mesures en vue de réaliser une réciprocité d'action harmonieuse entre le capital, la main-d'oeuvre et le secteur public (troisième trimestre, 1992);

ii) Coopération économique et technique avec les pays bordant le Pacifique: une évaluation des activités en cours et des propositions pour une action future (quatrième trimestre, 1992).

b) Activités opérationnelles

i) Fournir des services de formateurs et de conseillers à la demande des gouvernements ou en collaboration avec l'Institut latino-américain et des Caraïbes de planification économique et sociales (ILPES), le PNUD et d'autres organismes inter-gouvernementaux (1990-1991);

ii) Réunir un groupe ad hoc d'experts en planification pour discuter de questions relatives aux résultats de la coopération technique et économique avec les pays bordant le Pacifique. Cette activité sera inter-disciplinaire et nécessitera une coopération avec des agences sous-régionales, régionales et internationales ainsi qu'avec des organisations s'occupant de planification et de commerce extérieur (quatrième trimestre, 1992);

iii) Réunir un groupe ad hoc d'experts en vue d'améliorer les rapports entre le secteur privé, le secteur public et les ouvriers syndiqués. Y seront invités des organisations du secteur privé aussi bien que les Ministères du Plan et les représentants des syndicats.

2. Rapports avec d'autres programmes et organismes du système des Nations Unies ainsi qu'avec d'autres organismes internationaux et régionaux

L'Unité conjointe de planification CEPALC/ILPES du Siège sous-régional de la CEPALC pour les Caraïbes retiendra la responsabilité pour la coordination dans son ensemble, et une collaboration sera recherchée avec d'autres unités au sein de la CEPALC et avec d'autres agences du système des Nations Unies.

Des agences des Nations Unies et d'autres institutions seront sollicitées en vue du co-financement de la mise en oeuvre de quelques-unes de ces activités.

### 3. Utilisation et moyens de diffusion

Les utilisateurs seront principalement des employés des Ministères du Plan; des responsables de la formulation de politiques en matière de planification socio-économique dans les secteurs privé et public; des institutions régionales et sous-régionales et des agences s'occupant de questions dans le domaine de la planification dans les Caraïbes; des responsables de la formulation de décisions en matière de services du commerce extérieur et des finances; des personnes faisant partie de chambres de commerce; des industriels et des personnes s'occupant du développement de l'exportation et de la promotion. Les utilisateurs secondaires comprendront des chercheurs universitaires et des bibliothèques.

La diffusion aux utilisateurs sera effectuée à travers des discussions de groupe et une exploitation de listes de correspondants ainsi que par l'envoi d'informations à des lieux de rassemblement dans les pays respectifs.

Elément de programme 16.5.3:            Science et technologie dans les Caraïbes

#### 1. Résultats escomptés

##### a) Organisation et appui substantif

i) Deux sessions plénières du Conseil des Caraïbes pour la science et la technologie (CCST) (troisième trimestre, 1992 et troisième trimestre, 1993);

ii) Quatre réunions du Comité exécutif du CCST (deuxième et quatrième trimestres de chaque année);

iii) Une réunion d'institutions responsables de science et technologie dans la région en vue d'une coordination de programmes et de projets (deuxième trimestre, 1992).

##### b) Publications techniques

i) Bulletin du CCST (12 numéros; publication tous les deux mois, 1992-1993);

ii) Compte-rendu des activités du CCST pendant la période 1985-1990 (premier trimestre, 1992).

c) Activités opérationnelles

i) Fournir aux Etats membres, sur demande, des services de formateurs et de conseillers en matière de préparation de projets et les aider dans l'exécution de projets, notamment dans le domaine de la CTPD (1992-1993);

ii) Aider les autorités nationales à rédiger leur Plan en matière de science et technologie.

2. Rapports avec d'autres programmes et organismes du système des Nations Unies ainsi qu'avec d'autres organismes internationaux et régionaux

Consultations régulières et formelles avec des spécialistes du programme. La collaboration sera poursuivie avec la Communauté des Caraïbes (CARICOM), l'Organisation des Etats des Caraïbes orientales (OECO), l'Unité Technologie et Energie de la Banque de Développement des Caraïbes (BDC), la Commission océanographique inter-gouvernementale (COI), le PNUD, l'Unesco, le Centre des Nations Unies pour la science et la technique en vue du développement et tous les organismes des Nations Unies s'opérant dans le domaine de la science et la technologie, ainsi qu'avec l'Organisation des Etats américains (OEA), le Conseil du Commonwealth pour les sciences, l'Agence des Etats-Unis pour le développement international (USAID) et l'Association caraïbienne de l'industrie et du commerce (ACIC), de même qu'avec des institutions responsables sur le plan national d'activités dans le domaine de la science et la technologie. L'on s'attend à ce que la CARICOM, l'Unesco et l'OECO/Centre des Caraïbes orientales (CCO) apportent leur concours au CCST, à travers leur financement d'ateliers et de séminaires, dans l'exécution des programmes relatifs aux technologies émergentes et à l'enseignement des sciences.

3. Utilisation et moyens de diffusion

Il est prévu que les utilisateurs principaux seront les résidents des pays du CDCC, notamment les responsables de la formulation de décisions, et la communauté scientifique et industrielle. L'on s'attend à ce que les enseignants trouvent utiles pour leur travail en classe, quelques résultats de cet élément de programme.

La diffusion aux utilisateurs sera effectuée principalement à travers le Bulletin du CCST, la distribution de matériels audiovisuels et des ateliers. De même, des contacts directs seront maintenus par l'expédition de rapports de séminaires et d'ateliers, par exemple, à des lieux de rassemblement et à d'autres ministères.



Elément de programme 16.5.4: Développement social dans les Caraïbes

A. Aspects sociaux des mesures en vue de transformations structurelles

1. Résultats escomptés

Publication technique

Le développement de ressources humaines et les transformations structurelles. Le lien entre capacité et productivité dans le contexte du développement social et économique (troisième trimestre, 1993).

2. Rapports avec d'autres programmes et organismes du système des Nations Unies ainsi qu'avec d'autres organismes internationaux et régionaux

Consultations régulières et formelles avec des spécialistes du programme de la CEPALC et d'autres organismes du système des Nations Unies dans les domaines de l'éducation, du développement des ressources humaines et de la planification économique.

3. Utilisation et moyens de diffusion

Les utilisateurs seront les gouvernements membres du CDCC (notamment les Ministères du Plan, de l'Education et de l'Industrie); le personnel universitaire, enseignants et étudiants; des organismes internationaux et inter-régionaux dans les pays du CDCC; des professionnels caraïbéens (notamment des économistes, des éducateurs et des sociologues); et les média.

La diffusion aux utilisateurs sera effectuée à travers une exploitation de listes de correspondants, le Centre de Documentation des Caraïbes, des présentations lors des réunions annuelles d'économistes caraïbéens, la presse, la radio et la télévision.

B. Questions relevant du développement socio-culturel

1. Résultats escomptés

a) Publications techniques

i) Bulletin de l'Institut des Langues des Caraïbes (ILC) en liaison avec l'Institut des Langues des Antilles néerlandaises (quatre numéros; deuxième et quatrième trimestres, 1992 et 1993);

ii) Etudes sur les aspects social, politique et économique de la migration de ressortissants des Caraïbes (premier trimestre, 1992 et premier trimestre, 1993).

b) Activités opérationnelles

i) Aider à l'exécution du projet Suppression des barrières linguistiques, fournir des services de secrétariat par intérim et apporter un soutien au Comité de coordination de l'ILC;

ii) Continuer à développer une banque de données au sein de l'ILC, liée au Système d'information des Caraïbes;

iii) Développer une banque de données sur des aspects de la migration de ressortissants des Caraïbes (1992-1993);

iv) Aider à l'exécution de projets en liaison avec le Fonds des Nations Unies pour la lutte contre l'abus des drogues (FNULAD);

v) Lancer et participer à des recherches en matière de développement rural dans les Caraïbes.

Plusieurs des activités ci-dessus mentionnées sont incluses dans ce programme sous réserve de la disponibilité de ressources extra-budgétaires.

2. Rapports avec d'autres programmes et organismes du système des Nations Unies ainsi qu'avec d'autres organismes internationaux et régionaux

Des activités seront entreprises en liaison avec l'Unesco, le UNFDAC et les universités de la sous-région, ainsi que directement avec d'autres agences des Nations Unies et des organisations régionales appropriées.

Les activités relatives aux langues seront poursuivies en étroite collaboration avec l'ILC et l'Unesco.

3. Utilisation et moyens de diffusion

Les utilisateurs principaux seront les employés de la fonction publique responsables de la planification économique et sociale et les Ministères de l'Education et de la Culture, de la Santé et du Travail.

La diffusion aux utilisateurs sera réalisée à travers des documents et du matériel pédagogique.

C. Intégration de la femme dans le processus du développement

1. Résultats escomptés

a) Organisation et appui substantif

i) Réunion sous-régionale préparatoire à la Conférence mondiale sur l'intégration de la femme dans le processus du développement, 1995 (troisième trimestre, 1993);

ii) Réunion sous-régionale sur la violence contre la femme et relative à la violence contre l'enfant (troisième trimestre, 1992).

Ces deux réunions sont incluses dans le programme sous réserve de la disponibilité de ressources extra-budgétaires.

b) Publications techniques

i) Mise à jour informatisée de la Bibliographie sur la Femme, rédigée en 1989 à partir de ressources bibliographiques appropriées du Centre de Documentation des Caraïbes (quatrième trimestre, 1992);

ii) Document sur des indicateurs de base choisis, en vue de la construction de bases de données sur les femmes occupées dans des domaines spécifiques dans les Caraïbes (quatrième trimestre, 1993).

c) Activités opérationnelles

i) Aider les gouvernements, les bureaux et diverses organisations de femmes, en leur fournissant des conseils en matière d'établissement d'institutions et de préparation de projets ainsi que sur des questions relevant des programmes Femmes en développement;

ii) Aider et collaborer avec diverses organisations internationales et sous-régionales, y compris le Fonds des Nations Unies pour le développement de la femme (FNUDF), l'Institut international de recherches et de formation en vue de l'avancement de la femme, l'Unité Intégration de la femme dans le processus du développement du Siège de la CEPALC et les unités appropriées du secrétariat de CARICOM et de l'Université des Indes occidentales;

iii) Il est prévu que trois projets inter-pays sur l'intégration de la femme dans le processus du développement auront lieu pendant l'exercice biennal.

Toutes les activités ci-dessus mentionnées seront entreprises sous réserve de la disponibilité de ressources extra-budgétaires.

2. Rapports avec d'autres programmes et organismes du système des Nations Unies ainsi qu'avec d'autres organismes internationaux et régionaux

Des consultations régulières et formelles seront poursuivies avec la Division du Développement social de la CEPALC et avec le Bureau sous-régional de la CEPALC au Mexique, notamment en ce qui concerne des activités relatives à Cuba, Haïti et la République dominicaine. Des consultations auront également lieu avec les bureaux pour les Caraïbes de l'OIT et de l'Unesco.

Divers autres interlocuteurs seront consultés sur plusieurs aspects du programme de travail, notamment l'Unité Intégration de la femme dans le processus du développement, CEPALC, Santiago; l'Institut international de recherches et de formation en vue de l'avancement de la femme; des organisations régionales de femmes dans les Caraïbes; et des agences des Nations Unies s'occupant d'activités dans ce domaine (l'ONUDI, l'UNICEF, l'OIT et le FNUDF).

Des consultations auront lieu avec les Ministères des Affaires relevant de la femme, ainsi qu'avec les secrétariats de la CARICOM et de l'OECO.

Le Centre de documentation des Caraïbes fournira un concours direct dans l'exécution du programme à travers des liaisons destinées à réaliser le rassemblement et la diffusion systématiques d'informations bibliographiques sur l'intégration de la femme dans le processus du développement.

3. Utilisation et moyens de diffusion

Les utilisateurs principaux seront les gouvernements membres et les organisations non-gouvernementales de femmes. D'importants utilisateurs secondaires seront les Ministères du Développement communautaire, de la Santé, du Plan, des Finances et de l'Education; des agences des Nations Unies; et des agences nationales et internationales de financement.

Les rapports de réunions et les publications serviront de matériel de base à la formulation de programmes et de projets au service de la femme.

La diffusion aux utilisateurs sera effectuée par courrier, par l'intermédiaire de collaborateurs majeurs tels qu'aux points de rassemblement dans la région; lors de réunions régionales et internationales, séminaires et ateliers; par l'entrée de données dans le Système d'information des Caraïbes pour la planification économique et sociale (CARISPLAN), ainsi qu'à travers des liens avec des réseaux de diffusion d'informations sur des questions relevant de l'intégration de la femme dans le processus du développement dans les Caraïbes.

**Elément du programme 16.5.5: Population****1. Résultats escomptés****a) Publications techniques**

i) Préparation de prévisions sur la population, compte tenu du recensement qui aura lieu en 1990 dans les pays des Caraïbes (troisième trimestre, 1993);

ii) Aperçu des statistiques socio-démographiques dans la région (deuxième trimestre, 1993);

iii) Rapports sur l'exécution de politiques en matière de population dans les Caraïbes (quatrième trimestre, 1992-1993);

iv) Etudes sur les rapports entre population et développement (premier trimestre, 1992);

v) Tendances de la mortalité dans les Caraïbes (premier trimestre, 1992).

Les documents ci-dessus mentionnés seront publiés sous réserve de la disponibilité de ressources extra-budgétaires.

**b) Activités opérationnelles**

i) Fournir des services de formateurs et de conseillers aux Etats membres dans les domaines de l'exécution de politiques et de l'évaluation en matière de population; l'intégration dans la planification du développement de considérations sur la population; les techniques de l'analyse démographique; et l'évaluation et l'analyse de données recueillies lors d'un recensement et de statistiques démographiques;

ii) Aider les pays, sur demande, à effectuer leur recensement national (1992-1993);

Les activités ci-dessus mentionnées seront entreprises sous réserve de la disponibilité de fonds extra-budgétaires.

**c) Activites intermédiaires**

Elargir et mettre à jour la base de données socio-démographiques (1992-1993).

2. Rapports avec d'autres programmes et organismes du système des Nations Unies ainsi qu'avec d'autres organismes internationaux et régionaux

Une collaboration sera entreprise avec l'Unité Démographique de la CEPALC/CELADE et directement avec d'autres agences des Nations Unies et des organisations régionales appropriées.

Les programmes à entreprendre seront co-financés par le Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP) et l'Agence canadienne pour le développement international (CIDA). La coopération d'autres institutions telles que l'Université des Indes occidentales et la CARICOM sera recherchée.

3. Utilisation et moyens de diffusion

Les utilisateurs principaux seront les instituts nationaux de planification, les Ministères de la Santé et de l'Éducation, les bureaux des statistiques et d'autres organismes gouvernementaux chargés de planification et de formulation de politiques. Les utilisateurs secondaires comprendront des universités et des agences privées de planning familial; des organisations sous-régionales, régionales et internationales; des organisations non-gouvernementales; et d'autres organismes s'intéressant à diverses questions relevant de la population dans les Caraïbes.

Les publications techniques, ainsi que les rapports sur les activités opérationnelles préparés sous cette rubrique, serviront de matériel de référence à l'appui de la formulation de politiques et éléments de programmes en vue de l'intégration de considérations sur la population dans la planification du développement.

La diffusion aux utilisateurs sera effectuée à travers des publications, des programmes de formation, des missions aux pays et la participation aux réunions sous-régionales, régionales et internationales.

Elément de programme 16.5.6:           Ressources naturelles, gestion en matière d'environnement et tourisme dans les Caraïbes

1. Résultats escomptés

a) Publications techniques

i) Statistiques sur l'environnement des pays des Caraïbes (troisième trimestre, 1992);

ii) Rapport sur les techniques d'évaluation incorporant des considérations en matière d'environnement dans l'analyse de projets (troisième trimestre, 1993).

b) Activités opérationnelles

i) Collaborer avec les diverses organisations internationales et sous-régionales, notamment avec le PNUE;

ii) Etablir une base de données informatisée à laquelle les Etats membres du CDCC auront accès en ligne pour des données en matière d'environnement;

iii) Fournir des services de formateurs et de conseillers sur demande des gouvernements;

iv) Formuler et promouvoir des projets concrets, des programmes et des propositions pour le développement du tourisme, des ressources naturelles et de la gestion en matière d'environnement.

2. Rapports avec d'autres programmes et organismes du système des Nations Unies ainsi qu'avec d'autres organismes internationaux et régionaux

Des activités seront entreprises en coordination avec des unités du Siège sous-régional pour les Caraïbes de la CEPALC et l'Unité conjointe Développement et environnement de la CEPALC/PNUE. Une collaboration sera également poursuivie avec le PNUE, l'Unesco, la CNUCED et d'autres organismes des Nations Unies. Il est prévu que cette collaboration comprendra des activités conjointes, de la participation et des consultations. Une collaboration et des consultations sont également envisagées avec des institutions sous-régionales, à savoir la CARICOM, l'OECD, la BDC et l'Association des Caraïbes pour la Conservation.

3. Utilisation et moyens de diffusion

Les utilisateurs principaux seront les ministères ou les divisions des ministères chargés du développement et de la conservation de ressources naturelles, de planification économique et de planification de l'aménagement des villes et des campagnes. Parmi les utilisateurs secondaires importants seront les institutions sous-régionales, les autorités du secteur public, les organisations non-gouvernementales et les institutions appropriées du secteur privé.

Les réalisations sous cette rubrique serviront de matériel de base pour la formulation de plans de développement national, sectoriel ou régional, et souligneront des critères pour l'évaluation d'options d'investissement aux niveaux national, régional et sectoriel, pour l'exécution de projets CTPD, pour la formulation par les gouvernements de politiques et de stratégies, ainsi que pour d'autres délibérations inter-régionales.

La diffusion aux utilisateurs sera effectuée à travers une expédition par courrier de rapports techniques et autres, à des lieux de rassemblement auxquels le CDCC a accès et où des utilisateurs secondaires seront identifiés, ainsi que par une participation à des réunions nationales, sous-régionales et régionales.

**Elément de programme 16.5.7:            Information et documentation en  
vue du développement économique  
et social**

**A.    Système d'information des Caraïbes**

**1.    Résultats escomptés**

**a)    Publications techniques**

    i) Quatre numéros des Abrégés de CARISPLAN (deuxième et quatrième trimestres, 1992 et 1993);

    ii) Vingt-quatre numéros du Current Awareness Bulletin (trois pendant chaque trimestre, 1992 et 1993);

    iii) Vingt-quatre numéros de Current Contents (trois pendant chaque trimestre de 1992 et 1993).

**b)    Activités opérationnelles**

    i) Apporter un soutien substantif à une mission de consultant qui évaluera le développement d'un réseau de communications gérées par ordinateur, l'accès en ligne aux bases de données et un service de Diffusion sélective d'informations.

    ii) Organiser et servir de secrétariat à des conférences périodiques par ordinateur destinées aux membres du Comité consultatif des Caraïbes sur les systèmes régionaux d'information;

    iii) Examiner les problèmes en vue de les résoudre et fournir des services de soutien au développement des communications gérées par ordinateur, entreprendre des recherches en ligne dans les bases de données et utiliser le micro-CDS/ISIS pour la création et l'entretien de bases de données;

    iv) Aider à développer des bases supplémentaires de données appropriées aux divers éléments du programme du CDCC.



c) Services d'information publique

Diffuser, sur demande, des imprimés d'ordinateur et des photocopies, fournir des services de recherches (y compris des bibliographies spécialisées et une Diffusion sélective d'informations) et d'accès en ligne directe à la base informatique de données (1992-1993).

d) Activité intermédiaire

Maintenir et développer une base informatique de données.

2. Rapports avec d'autres programmes et organismes du système des Nations Unies ainsi qu'avec d'autres organismes internationaux et régionaux

Collaboration avec l'Unesco, le Centre de recherches pour le développement international (CRDI), les universités de la région et d'autres institutions académiques, les secrétariats d'organisations d'intégration régionale (la CARICOM, le SELA et l'OECD, par exemple), les agences du système des Nations Unies et d'autres organismes fournissant l'accès en ligne à leur base de données.

3. Utilisation et moyens de diffusion

Le système d'information de CARISPLAN est destiné à servir d'instrument de soutien et de coopération aux personnes et aux institutions s'occupant de planification économique et sociale.

Quant à l'exploitation de bases de données, les utilisateurs principaux comprendront des organismes des secteurs public et privé, les média et des personnes s'intéressant aux domaines spécifiques dont il est question.

B. Informations et documentation sur les brevets

1. Résultats escomptés

a) Publications techniques

i) Supplément au Caribbean Patents Index (chaque trimestre, 1992-1993);

ii) Supplément au Quarterly Patents Newsletter (4 numéros par an; un par trimestre).

b) Activités opérationnelles

Suivi du projet en vue du renforcement de l'Unité Informations et documentation sur les brevets, dont:

i) Action dans le domaine de l'harmonisation des lois sur les brevets et la formulation de conditions concrètes pour l'établissement d'un système sous-régional relatif à la propriété industrielle;

ii) Prestation d'un service d'informations technologiques relatives aux brevets;

iii) Identification de stratégies en vue de développer des méthodologies plus productives de transfert de technologie et d'aborder les questions relatives spécifiquement à l'octroi de brevets;

iv) Formulation d'une politique de base et d'une stratégie pour le développement d'un système moderne relatif à la propriété intellectuelle;

v) Expansion des activités en cours dans le domaine des droits d'auteur.

2. Rapports avec d'autres programmes et organismes du système des Nations Unies ainsi qu'avec d'autres organismes internationaux et régionaux

Le Secrétariat cherchera à collaborer et coopérer avec l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (OMPI), notamment en ce qui concerne son projet régional sur la propriété intellectuelle pour l'Amérique latine et les Caraïbes, ainsi qu'avec le Système économique latino-américain (SELA) dans ce même domaine.

Une coopération avec la CARICOM est également envisagée pour ce qui relève des intérêts des pays anglophones des Caraïbes.

3. Utilisation et moyens de diffusion

Les utilisateurs principaux seront les ministères nationaux, les bureaux d'enregistrement, le secteur commercial, les instituts de recherches et les organisations non-gouvernementales.

Des publications et des missions de formation seront adressées aux utilisateurs, y compris ceux identifiés par des missions d'enquête.

Les activités ci-dessus mentionnées seront entreprises sous réserve de la disponibilité de ressources extra-budgétaires.

## C. Base de données statistiques

### 1. Résultats escomptés

#### a) Publications techniques

i) Série chronologique des indicateurs économiques majeurs dans les pays des Caraïbes (deux numéros; quatrième trimestre, 1992 et 1993);

ii) Statistiques sur l'agriculture dans les pays des Caraïbes, (Volumes X et XI (troisième trimestre, 1992 et 1993)).

#### b) Activités opérationnelles

i) Fournir, sur demande, des services de formation et de conseillers aux Etats membres dans le domaine du développement et de la gestion des bases de données statistiques (1992-1993);

ii) Poursuivre la diffusion du logiciel de REDATAM (Recherche de données de petites aires géographiques par micro-ordinateur) et promouvoir son exploitation par les pays des Caraïbes.

c) Services d'information publique aux gouvernements et organisations, sur demande (1992-1993).

#### d) Activite intermédiaire

Soutien statistique aux études, programmes et projets de CEPALC/CDCC (1992-1993).

### 2. Rapports avec d'autres programmes et organismes du système des Nations Unies ainsi qu'avec d'autres organismes internationaux et régionaux

Les pays fournissent des contributions directes sous forme de publications ou de tables.

### 3. Utilisation et moyens de diffusion

Les utilisateurs seront des employés de la fonction publique souhaitant effectuer une analyse comparative ou obtenir accès aux ensembles de données qui aideront dans le processus de planification, des chercheurs (y compris des universités) et des agences internationales ou régionales ayant besoin d'accès aux données statistiques.

La diffusion aux utilisateurs sera effectuée à travers des contacts personnels ou indirectement par l'exploitation de listes, mises à jour, de correspondants.

**Elément de programme 16.5.8: Commerce international et financement du développement**

1. Résultats escomptés

a) Publications techniques

i) Guide de procédures commerciales (quatrième trimestre, 1992);

ii) Tendances et performance de l'exportation de pays membres sélectionnés du CDCC (troisième trimestre, 1992);

iii) Evénements au sein de la Communauté européenne et dans le secteur extérieur en général, et nouvelles exportations éventuelles des pays des Caraïbes (deuxième trimestre, 1993);

iv) Evaluation de la croissance du commerce entre pays de CARICOM et perspectives d'une expansion aux autres pays de la région des Caraïbes (quatrième trimestre, 1993);

v) Evaluation de modèles sélectionnés d'informations commerciales en vue d'accroître l'accès par les producteurs de la région aux marchés externes (quatrième trimestre, 1992).

b) Activités opérationnelles

i) Fournir sur demande, aux Etats membres, des services de formateurs et de conseillers dans les domaines de la promotion des exportations et de systèmes d'informations commerciales, du commerce en services et des finances;

ii) Enregistrer et rendre compte aux gouvernements sur les événements et les problèmes survenant dans le secteur externe et ayant des répercussions sur le commerce en produits de base et services dans les Caraïbes.

2. Rapports avec d'autres programmes et organismes du système des Nations Unies ainsi qu'avec d'autres organismes internationaux et régionaux

La coordination sera, dans son ensemble, poursuivie par la CEPALC. Une collaboration sera établie avec d'autres agences des Nations Unies et organisations régionales.

Fourniront un co-financement: la CNUCED, le Département des Nations Unies des Affaires économiques et sociales internationales (UN/DIESA), le Centre des Nations Unies sur les sociétés transnationales (UNCTC), le PNUD, le FMI, la Banque mondiale, le

Centre du commerce international, le GATT, la CARICOM, la BDC, le SELA, l'OECO, l'OEA, la BID (notamment l'Institut latino-américain pour l'intégration - INTAL).

Ces agences et organisations assureront la préparation de documents, l'acquisition de matériel de formation, des services de professeurs et la prestation d'autres services de soutien administratif et financier, au besoin.

Des consultations auront lieu avec les agences collaborant à l'exécution d'activités spécifiques.

### 3. Utilisation et moyens de diffusion

Les utilisateurs principaux seront, pour la plupart, des employés de la fonction publique chargés de questions commerciales et financières; du personnel du secteur privé; des institutions régionales et sous-régionales chargées de commerce, monnaie et finances; et des personnes ayant des responsabilités dans les domaines du développement des exportations, de la planification et des recherches. Les utilisateurs secondaires seront des institutions commerciales et financières, des universités et des organismes de recherches, ainsi que des bibliothèques.

#### Elément de programme 16.5.9:            Soutien aux pays de l'OECO

##### 1. Résultats escomptés

##### a) Activités opérationnelles

i) Fournir, par l'intermédiaire du Secrétariat de l'OECO, des conseils en matière de commerce international, développement des exportations, négociations commerciales, administration des douanes et des tarifs et accords sur la double imposition, ainsi que sur le renforcement des relations dans le cadre de CEPD et CTPD, entre pays de l'OECO et ceux de l'Amérique latine, et dans les limites des activités poursuivies par la CEPALC/CDCC;

ii) Aider le Secrétariat de l'OECO, sur demande, à établir des programmes de l'OECO en vue d'unification;

iii) Apporter un soutien aux programmes nationaux et sous-régionaux dans le domaine de science et technologie.

##### 2. Rapports avec d'autres programmes et organismes du système des Nations Unies ainsi qu'avec d'autres organismes internationaux et régionaux

Cet élément de programme est exécuté en consultation régulière et formelle avec le Secrétariat de l'OECO. Les activités reflètent normalement les hautes priorités de l'Autorité de l'OECO, organisme

inter-gouvernemental constitué par les chefs des Etats membres de l'OECO.

3. Utilisation et moyens de diffusion

Les utilisateurs seront le secrétariat de l'OECO, l'Autorité et les gouvernements membres de l'OECO.

La diffusion aux utilisateurs sera effectuée directement. Des recommandations sont communiquées directement aux utilisateurs.

Elément du programme 16.5.10: Services d'information générale

1. Résultats escomptés

a) Publications techniques

Focus: bulletins du Secrétariat du CDCC (8 numéros; un par trimestre, 1992 et 1993).

2. Rapports avec d'autres programmes et organismes du système des Nations Unies ainsi qu'avec d'autres organismes internationaux et régionaux

Le bulletin est actuellement préparé conjointement par les spécialistes de programme du Bureau de la CEPALC à Port-of-Spain. Toutefois, il est proposé d'y incorporer des éléments fournis par les pays membres et les organisations avec lesquels le Secrétariat de la CEPALC/CDCC collabore.

3. Utilisation et moyens de diffusion

Les utilisateurs seront des bibliothécaires et des employés des Ministères de Développement économique et du Plan.

La diffusion sera effectuée à travers l'exploitation de listes, mises à jour, de correspondants.

**Elément de programme 16.5.11: Organisation des sessions du CDCC****1. Résultats escomptés**

Appui substantif aux sessions annuelles et réunions (périodicité à déterminer) du CDCC.

**2. Rapports avec d'autres programmes et organismes du système des Nations Unies ainsi qu'avec d'autres organismes internationaux et régionaux**

La coordination avec le Siège de la CEPALC sera poursuivie.

**3. Utilisation et moyens de diffusion**

Les utilisateurs seront les organismes inter-gouvernementaux régionaux, sous-régionaux et auxiliaires de la Commission.

